

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## **Permis unique de classe 2**

**SEANCE DU 3 MARS 2011**

**LE COLLEGE COMMUNAL,**

Vu la demande introduite en date du 2 août 2010 par laquelle la S.A. OMNIFORM, avenue Franklin, 2 à 1300 Wavre, ci-après dénommée l'exploitant, sollicite un permis unique pour le maintien en activité et la mise à jour des installations d'une usine de fabrication d'emballages plastiques par thermoformage et moulage par injection sur un bien sis avenue Franklin, 2, cadastré Wavre 1<sup>ère</sup> division Section B n° 44 H2 I2 et M2 ;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE) ;

Vu la situation du bien en zone d'activité économique industrielle ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu le décret du 5 décembre 2008 portant approbation de l'accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages ;

Vu le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté royal du 11 juin 1990 portant exécution de la directive du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux récipients à pression simples ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux ;

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## **Permis unique de classe 2**

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002 portant conditions sectorielles relatives aux installations et/ou activités consommant des solvants ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux cuves d'air comprimé ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, modifié par l'Arrêté du Gouvernement wallon du 06 décembre 2006 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1500 kVA ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu les informations additionnelles fournies par l'exploitant à l'Agence Wallonne de l'Air et du Climat (AWAC) ;

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

Vu les autorisations suivantes accordées antérieurement :

- Permis de bâtir délivré par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 9 novembre 1999 pour la construction d'une extension du hall de fabrication et des bureaux existants ;
- Permis d'exploiter délivré par la Députation permanente du conseil provincial du Brabant en date du 14 juin 1979 pour un terme expirant le 14 juin 2009 autorisant l'exploitation d'une usine de transformation de matières plastiques ;
- Permis d'exploiter délivré par la Députation permanente du conseil provincial du Brabant wallon en date du 23 mai 2002 pour un terme expirant le 14 juin 2009 autorisant l'extension et le réaménagement d'une usine de transformation de matières plastiques par extrusion, thermoformage et injection ;

Vu l'avis du Service public de Wallonie – DGO3 – Département de la Nature et des Forêts - Direction extérieure de Mons, sollicité par le fonctionnaire technique en date du 6 août 2010, relativement au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis, resté sans réponse – demande réputée complète en ce qui concerne le volet Natura 2000 ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 20 décembre 2010 au 14 janvier 2011 sur le territoire de la ville de Wavre, duquel il résulte que la demande n'a rencontré aucune opposition ni observation écrite ou orale ;

Vu l'avis motivé émis par notre Collège communal en date du 20 janvier 2011 ;

Vu l'avis favorable sous conditions de l'Agence Wallonne de l'Air et du Climat (AWAC) envoyé le 10 janvier 2011, rédigé comme suit :

### **" 1. Examen de la demande**

*Comme suite à votre courrier référencé D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU mieux défini sous rubrique, j'ai l'honneur de vous informer que je n'émetts pas d'opposition au projet transmis à mes services.*

*Mes services émettent un avis **favorable**.*

*La société OMNIFORM S.A. souhaite maintenir en activité une usine de fabrication d'emballages plastiques par thermoformage et moulage par injection.*

*Les installations et opérations susceptibles de donner lieu à des émissions atmosphériques significatives sont (1) :*

- *des chaudières,*
- *un broyeur,*
- *des machines de thermoformage et de moulage par injection,*
- *des extrudeuses,*
- *l'utilisation de solvants (démoulage et nettoyage des surfaces métalliques des machines),*

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

- des installations de réfrigération et de climatisation.

### 2. Avis

**Favorable sous conditions**

### 3. Conditions particulières d'exploitation (reprises sous l'article 4 de la présente décision)

Sauf mention expresse du contraire, les valeurs limites correspondent à des moyennes journalières. Par "moyenne journalière", on n'entend pas forcément moyenne d'une mesure continue sur une journée, mais moyenne sur une durée de prélèvement (éventuellement fixée par la méthode de mesure) censée être représentative d'une journée (avec ses avantages et ses inconvénients...).

En ce qui concerne les mesures à l'émission, les valeurs limites - ramenées à une pression de 1013 hPa et à une température de 273 K, le gaz étant supposé ne contenir aucune vapeur d'eau - doivent être respectées sans dilution autre que celle nécessaire à la bonne marche des installations, soit :

- en l'absence de processus de combustion, pour une teneur en oxygène égale à 21 % dans les gaz rejetés.
- en cas de combustion, pour une teneur - dans les gaz rejetés - en oxygène fixée en général à 3% pour les combustibles liquides et gazeux.

Lors des analyses, il est fait usage de la formule de conversion suivante :

$$[\text{polluant}]_{\text{norm}} = \frac{21 - [\text{O}_2]_{\text{norm}}}{21 - [\text{O}_2]_{\text{mesurée}}} \cdot [\text{polluant}]_{\text{mesurée}}$$

dans laquelle :

- $[\text{polluant}]_{\text{norm}}$  est la concentration à comparer au critère à respecter.
- $[\text{polluant}]_{\text{mesurée}}$  est la concentration en un polluant donné dans la situation où les mesures ont été effectuées.
- $[\text{O}_2]_{\text{norm}}$  est la concentration de référence en oxygène dans les gaz de combustion.
- $[\text{O}_2]_{\text{mesurée}}$  est la concentration en oxygène dans les gaz de combustion, mesurée dans la situation où les mesures ont été effectuées.

### Chaudières

L'exploitant nous a confirmé par téléphone que les chaudières mentionnées dans le permis précédent n'existent plus et que les locaux sont actuellement chauffés par les déperditions thermiques des machines.

### Broyeur, machines de thermoformage et de moulage par injection, extrudeuses

Ces installations mettent en œuvre diverses matières plastiques, ramollies par chauffage ou non. Il semble utile de préciser que, bien que comme mentionné dans le dossier, les températures de chauffage restent inférieures à la température de début de dégradation des

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

plastiques, elles sont suffisantes pour accroître la vaporisation de monomères résiduels ou de certains additifs.

Les valeurs limites d'émission au niveau des rejets à l'atmosphère sont fixées à :

- Poussières totales : **10 mg/Nm<sup>3</sup>**
- Ti : **100 µg/Nm<sup>3</sup>**
- Carbone organique total : **20 mg/Nm<sup>3</sup>**
- Styrène : **2 mg/Nm<sup>3</sup>**
- 1,3-Butadiène : **33 µg/Nm<sup>3</sup>**
- Somme de 8 phtalates : **1 µg/Nm<sup>3</sup>**. Les 8 phtalates faisant l'objet de cette valeur limite d'émission sont : butyl benzyl phtalate, diméthyl phtalate, diéthyl phtalate, di-n-octyl phtalate, dibutyl phtalate, bis-(2-éthylhexyl) phtalate, diisobutyl phtalate, dicyclohexyl phtalate.
- Chlorure de vinyle : **13 µg/Nm<sup>3</sup>**
- Peroxyde de benzoyle : **2 mg/Nm<sup>3</sup>**

Conditions : 1013 hPa, 273 K, gaz sec.

La périodicité des contrôles est semestrielle.

L'exploitant nous a certifié ne pas faire usage de pigments à base de jaune de chrome, qui est en l'occurrence du chromate de plomb ( $\text{PbCrO}_4$ ), initialement mentionné (par erreur ?) dans les fiches de sécurité. Rappelons que le chrome hexavalent est un cancérogène puissant classé dans le groupe 1 du Centre International de Recherche sur le Cancer.

Les divers polluants et toxiques ne sont évidemment mesurés qu'au niveau des points de rejets où ils sont pertinents, en fonction des matières mises en œuvre (cfr fiches de sécurité fournies dans le dossier).

Afin de garantir une dispersion optimale des effluents, les coiffes présentes au-dessus de certains points de rejets doivent être supprimées.

### Utilisation de solvants (démoulage et nettoyage des surfaces métalliques des machines)

Il est notamment fait usage dans cette installation d'un agent de démoulage (Slide Econo-Mist Silicone 41612N) contenant 55-65% de diméthyl éther et 35-45% de 1,1-difluoroéthane ainsi que d'un produit de nettoyage de surface (AC 100) contenant environ 5% de 2-butoxyéthanol.

L'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002, secteur : COV 5 (autres nettoyages de surface) ne s'applique pas car il s'agit du nettoyage de l'équipement utilisé et non de celui du produit.

Le 1,1-difluoroéthane est un gaz à effet de serre fluoré (FREON 152 ; potentiel de réchauffement global UNFCCC : 140). L'exploitant estime en consommer au maximum environ 5 kg/an. Nous recommandons donc qu'il recherche un produit de substitution.

### Installations de réfrigération et de climatisation

#### Installation contenant des CFC, HCFC, HFC ou PFC

Pour les équipements contenant des HFC/PFC (équipements de réfrigération, de conditionnement d'air ou pompes à chaleur), l'exploitant se conforme au Règlement (CE) N° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

*serre fluorés, en particulier en ce qui concerne les mesures de confinement visées à l'article 3 et de récupération des gaz visées à l'article 4. Les contrôles d'étanchéité visés à l'article 3, §2 sont réalisés conformément aux prescriptions du Règlement (CE) N° 1516/2007 de la Commission du 19 décembre 2007 définissant, conformément au règlement (CE) N° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil, les exigences types applicables au contrôle d'étanchéité pour les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur contenant certains gaz à effet de serre fluorés.*

*L'exploitant restera attentif à l'évolution de la législation wallonne en la matière, et en particulier à l'adoption de conditions sectorielles ou intégrales pour ce type d'installation.*

*Pour les équipements contenant des HCFC/(CFC), l'entreprise respecte l'arrêté du 12 juillet 2007 du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en oeuvre un cycle frigorifique ainsi que le règlement (CE) N° 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en particulier les articles 6 §1, 11 § 3-4-6-7, 22 § 1 et 2, 23 § 1 à 3.*

**Rem : ce nouveau règlement est d'application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010.**

**Il abroge le 2037/2000.**

**Sectorielle correspondante :**

*L'exploitation est visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en oeuvre un cycle frigorifique (M.B. 28.09.2007 - err. 30.11.2007).*

### **PERIODICITE DES CONTROLES ET RECOMMANDATIONS FINALES**

*A dater de la délivrance du permis, l'exploitant fera réaliser les mesures dans un délai de 3 mois dans les conditions qu'il juge les plus polluantes. Il tiendra à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance un rapport à ce sujet. En cas de dépassement des valeurs limites, un délai de mise en conformité de 6 mois à partir de la date du rapport de mesure sera accordé.*

*La périodicité des mesures ultérieures a été fixée plus haut. Elle pourra être modifiée par le fonctionnaire chargé de la surveillance. Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés selon des méthodes éprouvées, donnant toute satisfaction quant à la représentativité et à la reproductibilité des résultats (NBN, DIN, EPA, ASTM, CEN, ISO, AFNOR, NIOSH...). Les résultats de mesures sont conservés pendant 5 ans et doivent pouvoir être communiqués à la demande du fonctionnaire chargé de la surveillance.*

### **4. Annexes**

**4.1. Visas spécifiques de l'instance relatifs au projet [...]**

**4.2. Motivation sous forme de considérants [...] " ;**

Vu l'avis favorable du Service public de Wallonie - DGO1 - Département du Réseau du Hainaut et du Brabant wallon - Direction des Routes du Brabant wallon, envoyé le 28 décembre 2010, rédigé comme suit :

*" Je vous informe que notre avis d'urbanisme relatif à ce dossier est favorable " ;*

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

Vu l'avis favorable sous conditions du Service public de Wallonie - DGO3 - Département de l'Environnement et de l'Eau - Direction des Eaux de surface, envoyé le 14 janvier 2011, rédigé comme suit :

*" De l'étude du dossier susmentionné, il ressort que l'entreprise dont il est question est située en zone d'épuration collective au PASH (Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographiques). Selon les déclarations du demandeur aucune eau industrielle ne sera rejetée. Dès lors, les rejets d'eaux domestiques et pluviales se feront en respect des dispositions du code de l'eau (Art R.277 à 283). Moyennant le respect de ces conditions notre avis est favorable " ;*

Vu l'avis favorable sous conditions contenu dans le rapport du Service Incendie de la Ville de Wavre, réf 101215/PBT/227RP du 15 décembre 2010, envoyé le 14 janvier 2011, annexé à la présente décision ;

Vu l'avis du Service public de Wallonie - DGO3 - Département du Sol et des Déchets - Office wallon des Déchets (OWD) - Direction de la Politique des Déchets, envoyé hors délai - réputé favorable ;

Vu la demande d'avis au Service public de Wallonie - DGO3 - Département de la Police et des Contrôles - Direction extérieure de Charleroi, en date du 10 décembre 2010, restée sans réponse à la date du rapport de synthèse ;

Vu le rapport de synthèse favorable du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué - Réf. Département des Permis et Autorisations : D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md - PU et Réf. Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie : F0610/25112/PU3/2010.6 - transmis en date du 23 février 2011 à notre Collège communal et reçu en date du 24 février 2011 ;

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Considérant que la demande de permis unique a été déposée à l'administration communale le 2 août 2010, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué par envoi postal du 3 août 2010 et enregistrée dans les services respectifs de ces fonctionnaires en date du 4 août 2010 ;

Considérant que la demande a été jugée incomplète par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué par courrier commun du 24 août 2010 ; que les documents manquants ont été envoyés par l'exploitant à la commune en date du 16 novembre 2010 ; que ces documents ont été transmis au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué en date du 17 novembre 2010 et reçus par ces fonctionnaires en date du 18 novembre 2010 ;

Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du 8 décembre 2010 par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

Considérant que, en application de l'article D.29-13, § 2, du livre I<sup>er</sup> du code de l'environnement, l'enquête publique a été suspendue du 24 décembre 2010 au 1<sup>er</sup> janvier 2011 inclus, induisant de ce fait une prolongation des délais de 9 jours pour la remise des avis des instances consultées et pour l'envoi du rapport de synthèse ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par l'exploitant et de l'instruction administrative que la demande de permis unique vise la mise à jour d'installations et le maintien en activité d'une usine de fabrication d'emballages plastiques par thermoformage et moulage par injection d'une capacité de production de maximum 20 tonnes/jour ;

Considérant que l'établissement projeté se situe sur les parcelles cadastrales suivantes : Wavre 1<sup>ère</sup> division Section B n° 44H2, 44L2, 44M2 ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrétant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

**N° 40.10.01.01.02, Classe 2 :** Production d'électricité : transformateur statique relié à une installation électrique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1500 kVA ;

**N° 40.20.03.01.01, Classe 3 :** Autres traitements physiques des gaz, lorsque la puissance installée est, pour l'air et les gaz inertes, égale ou supérieure à 20 kW et inférieure à 200 kW ;

**N° 40.30.02.01, Classe 3 :** Installation de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique (à compression de vapeur, à absorption ou à adsorption) ou par tout procédé résultant d'une évolution de la technique en la matière dont la puissance frigorifique nominale utile [ la puissance frigorifique nominale utile exprimée en kW est la puissance frigorifique maximale fixée et garantie par le constructeur comme pouvant être fournie en marche continue tout en respectant les rendements utiles annoncés par le constructeur ] est supérieure ou égale à 12 kW et inférieure à 300 kW ou contenant plus de 3 kg d'agent réfrigérant fluoré ;

**N° 63.12.05.02.01, Classe 3 :** Déchets situés sur le site de production ou stockés par un détaillant dans le cadre d'une obligation de reprise de déchets en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion : installation de stockage temporaire de déchets non dangereux, à l'exclusion des activités visées sous 63.12.05.03, lorsque la capacité de stockage est supérieure à 30 tonnes et inférieure ou égale à 100 tonnes ;

**N° 63.12.05.05.01, Classe 3 :** Déchets situés sur le site de production ou stockés par un détaillant dans le cadre d'une obligation de reprise de déchets en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion : installation de stockage temporaire sur le site de production des huiles usagées, telles que définies à



Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

l'article 1<sup>er</sup>, 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 09 avril 1992 relatif aux huiles usagées, lorsque la capacité de stockage est supérieure à 500 litres et inférieure ou égale à 2000 litres ;

**N° 63.12.08.01.02, Classe 2** : Dépôts en réservoirs fixes d'air comprimé lorsque la capacité nominale est supérieure ou égale à 500 litres ;

**N° 63.12.09.03.01, Classe 3** : Dépôts de liquides inflammables ou combustibles, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C (catégorie C) et dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 3000 litres et inférieure à 25 000 litres ;

**N° 63.12.11, Classe 2** : Dépôts de matières plastiques, caoutchouc, élastomère, résines et adhésifs synthétiques et autres polymères, lorsque la quantité stockée est supérieure à 100 tonnes ;

Considérant que la rubrique 25.22.01 relative à la fabrication d'emballages en matière plastique ne s'applique pas car la capacité installée de production ne dépasse pas 50 tonnes/jour ;

Considérant que la demande, dont le formulaire fait office de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, doit permettre d'identifier, décrire et évaluer de manière appropriée les effets directs et indirects, à court et à moyen terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;

Considérant que, au vu du descriptif des activités, des dépôts, des installations et des mesures prises par l'exploitant ou prévues dans son projet, l'ensemble de ces incidences ne devait pas être considéré comme ayant un impact notable ; que, en effet, ces nuisances sont probables mais seraient maîtrisables, limitées dans le temps et réversibles à court terme ; que la production de déchets est contrôlable ;

Considérant que, à l'examen du dossier de demande, les impacts les plus significatifs portaient pour la partie urbanistique sur l'intégration paysagère du projet et pour la partie environnementale sur le bruit, les vibrations, les rejets atmosphériques, la sécurité incendie, la gestion des déchets et des eaux ;

Considérant que, en ce qui concerne les autres compartiments de l'environnement, le projet engendre des nuisances pouvant être qualifiées de nulles ou mineures ;

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

Considérant qu'il n'y avait pas lieu de craindre d'effets cumulatifs avec les projets voisins de même nature ;

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisaient suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement ; que la population intéressée a pu dès lors recevoir l'information qu'elle était en droit d'attendre et que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ; que le projet ne devait donc pas être soumis à évaluation complète des incidences ; qu'une étude d'incidences sur l'environnement n'était donc pas nécessaire ;

Considérant que l'enquête publique n'a suscité aucune remarque ou réclamation

Considérant que le bien est situé à Wavre nord, en bordure de la RN4, en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur ;

Considérant que la demande est conforme à la destination générale de la zone précisée à l'article 30 du C.W.A.T.U.P.E. ;

Considérant que le volet urbanistique de la demande concerne uniquement :

- un dépôt de palettes et autres supports de rangement (bacs métalliques) ;
- des installations mobiles : conteneurs mobiles de +/- 20 m<sup>3</sup> destinés aux déchets de l'entreprise ;
- l'aménagement d'un parc de stationnement à usage privé ;

Considérant que la Direction des Routes du Brabant wallon a émis un avis favorable ;

Considérant que le projet s'intègre harmonieusement au site ;

Considérant qu'il s'agit pour ce qui concerne le volet environnemental de poursuivre l'activité autorisée par la Députation permanente du Conseil provincial du Brabant wallon des 14 juin 1979 et 23 mai 2002 et en voie de modernisation depuis lors ;

Considérant que l'usine fabrique des emballages plastiques sur mesure, des récipients à parois minces, des barquettes et « blisters » (maximum 20 tonnes/jour) destinés au secteur alimentaire ou non alimentaire ;

Considérant que les deux technologies mises en œuvre pour la fabrication sont le thermoformage et le moulage par injection ;

Considérant que la technique de thermoformage utilise du film plastique en bobines, chauffé uniquement jusqu'à déformation (à une température inférieure à celle nécessaire pour atteindre la mixtion), aspiré dans un moule inversé et ensuite démoulé par injection d'air ; que le film est découpé et les pièces ainsi formées sont empilées ; que les squelettes de film sont enroulés et conduits vers la presse à ballots afin de permettre leur reprise par des fabricants de plastique ; que les moules sont refroidis par de l'eau glacée via un circuit de refroidissement dénommé « frigo » ('Climaveneta') ;

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

Considérant que la technique de moulage par injection utilise des granulés de plastique et selon les nécessités des matières colorantes qui sont amenés par aspiration dans le fourreau chauffant jusqu'à la température de mixtion avant d'être injectés sous pression dans le moule refroidi via le même circuit que celui du thermoformage ; que le moule libère alors la pièce formée qui est ensuite transportée automatiquement ; qu'un second circuit de refroidissement dénommé « Dry Cooler » (« Thermotec ») permet le refroidissement des machines (huile hydraulique, tableau électrique et zone d'entrée de la matière première); que celles-ci disposent chacune de leur propre circuit hydraulique (350 à 500 l) ; qu'avant son remplacement environ tous les deux ans, l'huile est pompée et transférée via des fûts dans un réservoir spécifique à double paroi et ensuite reprise par le fournisseur ;

Considérant que les deux groupes de froid fonctionnent en circuit fermé ;

Considérant que les moules servant au thermoformage sont conçus et fabriqués sur place ;

Considérant que les granulés de matière plastique sont entreposés en sacs posés sur palettes ; qu'il en va de même pour les bobines de film plastique ;

Considérant que seules les deux extrudeuses en ligne subsistantes (équipement ancien) permettent de fabriquer à partir de granulés et de « squelettes broyés », une feuille de plastique qui est ensuite thermoformée ;

Considérant que l'atelier de modelage va être équipé après transfert d'un nouveau groupe d'aspiration centralisé des poussières avec filtration ; que l'atelier de mécanique-soudure est déjà équipé d'un groupe d'aspiration avec filtration ; que les tournures d'aluminium produites dans l'atelier de fraisage sont entreposées dans des fûts avant reprise par un ferrailleur ;

Considérant que l'activité génère des déchets non dangereux composés principalement d'emballages, de déchets plastiques, de déchets de papiers/cartons, de déchets métalliques ainsi que des déchets dangereux : huiles usagées, tubes TI, emballages contaminés par des substances dangereuses ;

Considérant que les différents déchets (20 à 40 tonnes) sont triés et pour une partie mis en ballots ou compactés avant leur reprise par différents fabricants ; qu'il subsiste seulement un conteneur de +/- 5 tonnes de déchets non destinés au recyclage (« DIB »), repris par une société agréée de collecte de déchets ;

Considérant que l'Office Wallon des Déchets a émis un avis favorable sous conditions en date du 19 janvier 2011 ;

Considérant que les locaux sont nettoyés par brossage et aspiration ; que les halls de productions sont nettoyés par aspiration et lavage à l'aide d'un détergent écologique ; que les surfaces extérieures des machines sont nettoyées par pulvérisation d'un dégraissant ;

Considérant qu'il n'y a plus de chaudière à mazout ; que le réservoir à mazout de 12 000 litres qui a fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité subsiste mais n'est plus utilisé ; que le chauffage des bureaux est assuré par des climatiseurs et des appareils électriques ; que celui des halls est assuré par la chaleur émise par les machines ;

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

Considérant que l'établissement dispose de deux transformateurs statiques d'électricité à l'huile minérale (1600 et 1000 kVA ) munis d'un bac de rétention datant respectivement de 2000 et 2005 ; que le second remplace un ancien transformateur à l'askarel ;

Considérant que des mesures sont prises pour limiter les vibrations au niveau des compresseurs (montage sur « silent block ») ;

Considérant que l'établissement génère des rejets atmosphériques ; que les installations susceptibles de donner lieu à des émissions atmosphériques significatives sont :

- un broyeur ;
- des machines de thermoformage et de moulage par injection ;
- des extrudeuses ;
- l'utilisation de solvants (démoulage et nettoyage des surfaces métalliques des machines) ;
- des installations de réfrigération et de climatisation ;

Considérant que le broyeur, les machines de thermoformage et de moulage par injection et les extrudeuses mettent en œuvre diverses matières plastiques, ramollies par chauffage ou non ; qu'il semble utile de préciser que, bien que comme mentionné dans le dossier, les températures de chauffage restent inférieures à la température de début de dégradation des plastiques, elles sont suffisantes pour accroître la vaporisation de monomères résiduels ou de certains additifs ; que des valeurs limites d'émission sont à respecter au niveau des rejets à l'atmosphère ;

Considérant que l'exploitant ne ferait pas usage de pigments à base de chromate de plomb, un puissant cancérigène ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'utilisation de solvant, l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002, secteur : COV 5 (autres nettoyages de surface) ne s'applique pas car il s'agit du nettoyage de l'équipement utilisé et non de celui du produit ;

Considérant que l'Agence wallonne de l'Air et du Climat a émis un avis favorable sous conditions en date du 10 janvier 2011 ; que les conditions imposées sont reprises dans le dispositif de la présente décision ;

Considérant que la société dispose d'un plan général de sécurité ; que par ailleurs, le Service régional d'incendie a émis un avis favorable sous conditions en date du 16 décembre 2010 ; que les prescriptions émises dans le rapport annexé à la présente décision sont de stricte application ;

Considérant que le rapport technique du Service des Travaux de la Ville de Wavre daté du 21 décembre 2010, comporte, notamment, les remarques suivantes à propos des plans :

- Il n'y a pas d'égout à cet endroit dans la chaussée de Bruxelles. Le point de rejet indiqué de ce côté sur le plan est donc à supprimer et à remplacer par un rejet vers l'avenue Franklin ;

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

- L'avis de l'Intercommunale du Brabant wallon doit être sollicité pour ce qui est des rejets dans le réseau d'égouttage. Les eaux fécales doivent obligatoirement transiter par une fosse septique à effet liquéfacteur avant leur rejet dans l'égout public. Les eaux usées et industrielles doivent transiter par un décanteur/ dégraisseur avant leur rejet et les eaux susceptibles de contenir des hydrocarbures par un séparateur d'hydrocarbures ;
- Un plan d'égouttage rectifié devra être communiqué ;

Considérant que, contrairement à ce qui est indiqué dans l'avis de l'Intercommunale du Brabant wallon, le demandeur se conformera en tous points au rapport technique du service des travaux de la Ville de Wavre daté du 21 décembre 2010 ;

Considérant que l'avis de la Direction des Eaux de surface a émis un avis favorable sous conditions en date du 14 janvier 2011 ; qu'elle considère qu'aucune eau industrielle ne sera rejetée et que les rejets d'eaux domestiques et pluviales devraient s'effectuer dans le respect des dispositions du code de l'eau : Art R.277 à 283 ;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour d'une part, garantir la protection de l'homme et de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur et d'autre part, rencontrer les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité ;

Considérant qu'il s'indique de donner une date certaine à la date d'échéance de la partie tenant lieu de permis d'environnement ; que celle-ci peut être déterminée en ajoutant le terme de 20 ans du présent permis à la date du 8 décembre 2010, date à laquelle la présente demande a été déclarée complète et recevable ;

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

### DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>.** La S.A. OMNIFORM, avenue Franklin, 2 à 1300 Wavre, est autorisée à maintenir en activité et à la mise à jour des installations d'une usine de fabrication d'emballages plastiques par thermoformage et moulage par injection située avenue Franklin, 2 à 1300 Wavre, conformément au plan joint au présent permis et moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

**Article 2.** L'établissement comporte les bâtiments, installations, activités, procédés et dépôts principaux suivants :

#### Bâtiment

B1 : Hall de thermoformage et d'injection ;  
B2 : Local technique ;  
B3 : Local de stockage des moules et plate-forme ;  
B4 : Atelier d'usinage ;  
B5 : Local de charge ;  
B6 : Réfectoire et sanitaires ;  
B7 : Atelier mécanique ;  
B8 : Atelier de modelage ;  
B9 : Bureaux ;  
B10 : Souterrain ;  
B11 : "Ancien" magasin ;  
B12 : "Nouveau" magasin ;  
B13 : Hall de broyage ;  
B14 : Hall extrusion ;  
B15 : Local air comprimé & stockage ;  
B16 : Cabine basse tension (TGBT1) ;  
B17 : Cabine basse tension (Cab HT1) ;  
B18 : Ancien bureau du gardien.

#### Installations

I1: 21 machines de thermoformage, 2 presses à découper, 14 presses d'injection, robots et périphériques, palans et pont roulant (2950 kW) ;  
I2 : / ;  
I3 : 2 compresseurs d'air, 1 sécheur d'air, 2 pompes des groupes froid, 1 pompe vidange d'huile (170 kW) ;  
I4 : / ;  
I5 : Transformateur Pauwels à huile minérale (1600 kVA) ;  
I6 : Fraiseuses et autres machines-outils, pont roulant (95,7 kW) ;  
I7 : Scies, tours et découpeur (16,6 kW) ;  
I8 : / ;  
I9 : Thermoformeuse manuelle, scies et autres machines outils (26,1 kW) ;  
I10 : / ;

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

- I11 : Pompes du groupe aéroréfrigérant Thermotec (puissance voir groupe) ;
- I12 : 1 broyeur (90 kW) ;
- I13 : 2 extrudeuses-thermoformeuses, 1 thermoformeuse, pompes à vide et presse (105,4 kW) ;
- I14 : 1 compresseur d'air, 1 sécheur d'air (65,7 kW) ;
- I15 : Batterie de condensateurs (225 kVA) ;
- I16 : Transformateur Pauwels huile minérale (1000 kVA) ;
- I17 : 2 groupes réfrigérant (Climaveneta & thermotec) + accessoires (176 kW).

### Dépôts

- D1 : Cuve à air comprimé (1860 l) ;
- D2 : Cuve à air comprimé (2000 l) ;
- D3 : Cuve à air comprimé (2000 l) ;
- D4 : Produits finis en plastique divers (30 t) ;
- D5 : / ;
- D6 : Matières premières de plastiques divers (PET, PVC, PS, OPS, PP, PE) (300 t) ;
- D7 : Déchets plastiques du broyage, en big bag (10 t) ;
- D8 : Produits finis plastiques divers (25 t) ;
- D9 : Matières premières de plastiques divers (PS Cristal) (30 t) ;
- D10 : Déchets cartons (5 t) ;
- D11 : Déchets plastiques divers : issus du broyage, squelettes ou résidus de purge des machines, en big bag ou ballots pressés (25 t) ;
- D12 : Cuve à air comprimé (500 l) ;
- D13 : Cuve à air comprimé (1000 l) ;
- D14 : Déchets : huile hydraulique usagée, en citerne (1500 l) ;
- D15 : Citerne mazout double paroi, enterrée (12 000 l) ;
- D16 : Déchets stockés dans conteneur à l'extérieur : "tout venant" DIB, cartons, fer-aluminium (20 t) ;
- D17 : Parc de stationnement de 29 places à usage privé ;
- D18 : Europalettes et bacs métalliques vides (30 t).

**Article 3.** Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :

1. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (Moniteur belge du 21 septembre 2002; Erratum : Moniteur belge du 1<sup>er</sup> octobre 2002)<sup>1</sup>;
2. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 03 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux cuves d'air comprimé (Moniteur belge du 15 mai 2003) ;

---

<sup>1</sup> Ces conditions peuvent être consultées sur le site <http://environnement.wallonie.be/> ou sur le site <http://wallex.wallonie.be/indexMain.html>;

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

3. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service (Moniteur belge du 29 octobre 2003) ;
4. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1500 kVA (Moniteur belge du 22 décembre 2005) ;
5. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées (Moniteur belge du 20 juin 2007) ;
6. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets autres que dangereux (Moniteur belge du 21 novembre 2007) ;
7. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique (Moniteur belge du 28 septembre 2007) ;
8. Les dispositions du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, en particulier **les dispositions des Art R.277 à 283** ;
9. Le respect des prescriptions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées (Moniteur belge du 2 juillet 1992) ;
10. Le respect des prescriptions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux (Moniteur belge du 23 juin 1992) ;
11. Les prescriptions du Règlement général sur les installations électriques rendues obligatoires dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 2 septembre 1981 ;
12. Les prescriptions non abrogées du Règlement général pour la protection du travail, notamment celles des Titres II et III.

**Article 4.** Les conditions d'exploitation particulières applicables à l'établissement sont les suivantes :

### 1. **Protection incendie**

L'exploitant respecte les prescriptions et les moyens de lutte contre l'incendie établis en accord avec le Service régional d'Incendie territorialement compétent notamment les prescriptions contenues dans la rapport de prévention du Service incendie de la ville de Ware du 15 décembre 2010 joint en **annexe 1** ; il fait effectuer un contrôle de l'établissement à la fin de la réalisation des aménagements requis par ce même service et il transmet au Fonctionnaire chargé de la surveillance et au Bourgmestre un rapport attestant de la mise en conformité de l'établissement avant la mise en exploitation des nouvelles installations.



Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

### 2. Rejets atmosphériques

Sauf mention expresse contraire, les valeurs limites correspondent à des moyennes journalières. Par " moyenne journalière ", on n'entend pas forcément moyenne d'une mesure continue sur une journée, mais moyenne sur une durée de prélèvement (éventuellement fixée par la méthode de mesure) censée être représentative d'une journée (avec ses avantages et ses inconvénients...).

En ce qui concerne les mesures à l'émission, les valeurs limites - ramenées à une pression de 1013 hPa et à une température de 273 ° K, le gaz étant supposé ne contenir aucune vapeur d'eau - doivent être respectées sans dilution autre que celle nécessaire à la bonne marche des installations, soit :

- en l'absence de processus de combustion, pour une teneur en oxygène égale à 21 % dans les gaz rejetés.
- en cas de combustion, pour une teneur - dans les gaz rejetés - en oxygène fixée à 3% pour les combustibles liquides et gazeux.

Lors des analyses, il est fait usage de la formule de conversion suivante:

$$[\text{polluant}]_{\text{norm}} = \frac{21 - [\text{O}_2]_{\text{norm}}}{21 - [\text{O}_2]_{\text{mesurée}}} \cdot [\text{polluant}]_{\text{mesurée}}$$

dans laquelle:

- $[\text{polluant}]_{\text{norm}}$  est la concentration à comparer au critère à respecter.
- $[\text{polluant}]_{\text{mesurée}}$  est la concentration en un polluant donné dans la situation où les mesures ont été effectuées.
- $[\text{O}_2]_{\text{norm}}$  est la concentration de référence en oxygène dans les gaz de combustion.
- $[\text{O}_2]_{\text{mesurée}}$  est la concentration en oxygène dans les gaz de combustion, mesurée dans la situation où les mesures ont été effectuées.

#### a) Broyeur, machines de thermoformage et de moulage par injection, extrudeuses

Les valeurs limites d'émission au niveau des rejets à l'atmosphère sont fixées à :

- Poussières totales : **10 mg/Nm<sup>3</sup>**
- Ti : **100 µg/Nm<sup>3</sup>**
- Carbone organique total : **20 mg/Nm<sup>3</sup>**
- Styrène : **2 mg/Nm<sup>3</sup>**
- 1,3-Butadiène : **33 µg/Nm<sup>3</sup>**
- Somme de 8 phtalates : **1 µg/Nm<sup>3</sup>**. Les 8 phtalates faisant l'objet de cette valeur limite d'émission sont : butyl benzyl phtalate, diméthyl phtalate,

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

- diéthyl phtalate, di-n-octyl phtalate, dibutyl phtalate, bis-(2-éthylhexyl) phtalate, diisobutyl phtalate, dicyclohexyl phtalate.
- Chlorure de vinyle : **13 µg/Nm<sup>3</sup>**
- Peroxyde de benzoyle : **2 mg/Nm<sup>3</sup>**

Conditions : 1013 hPa, 273 K, gaz sec.  
La périodicité des contrôles est semestrielle.

Les divers polluants et toxiques sont mesurés qu'au niveau des points de rejets où ils sont pertinents, en fonction des matières mises en œuvre (cfr fiches de sécurité fournies dans le dossier).

Afin de garantir une dispersion optimale des effluents, les coiffes présentes au-dessus de certains points de rejets sont supprimées.

### **b) Utilisation de solvants (démoulage et nettoyage des surfaces métalliques des machines)**

Dans la mesure du possible, l'exploitant remplace le 1,1-difluoroéthane utilisé à raison de maximum environ 5 kg/an par un produit de substitution.

### **c) Installations de réfrigération et de climatisation**

#### **Installation contenant des CFC, HCFC, HFC ou PFC**

Pour les équipements contenant des HFC/PFC (équipements de réfrigération, de conditionnement d'air ou pompes à chaleur), l'exploitant se conforme au Règlement (CE) N° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés, en particulier en ce qui concerne les mesures de confinement visées à l'article 3 et de récupération des gaz visées à l'article 4. Les contrôles d'étanchéité visés à l'article 3, §2 sont réalisés conformément aux prescriptions du Règlement (CE) N° 1516/2007 de la Commission du 19 décembre 2007 définissant, conformément au règlement (CE) N° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil, les exigences types applicables au contrôle d'étanchéité pour les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur contenant certains gaz à effet de serre fluorés.

L'exploitant reste attentif à l'évolution de la législation wallonne en la matière, et en particulier à l'adoption de conditions sectorielles ou intégrales pour ce type d'installation.

Pour les équipements contenant des HCFC/(CFC), l'entreprise respecte l'arrêté du 12 juillet 2007 du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique ainsi que le règlement (CE) N° 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en particulier les articles 6 §1, 11 § 3-4-6-7, 22 § 1 et 2, 23 § 1 à 3.

### **d) PERIODICITE DES CONTROLES ET RECOMMANDATIONS FINALES**

A dater de la délivrance du permis, l'exploitant fait réaliser les mesures dans un délai de trois mois dans les conditions qu'il juge les plus polluantes. Il met à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance un rapport à ce sujet. En cas de dépassement des valeurs limites, un délai de mise en conformité de six mois à partir de la date du rapport de mesure peut être accordée.

La périodicité des mesures ultérieures peut être modifiée par le fonctionnaire chargé de la surveillance. Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés selon des méthodes éprouvées, donnant toute satisfaction quant à la représentativité et à la reproductibilité des résultats (NBN, DIN, EPA, ASTM, CEN, ISO, AFNOR, NIOSH...). Les résultats de mesures sont conservés pendant 5 ans et doivent pouvoir être communiqués à la demande du fonctionnaire chargé de la surveillance.

### **3. Gestion des Déchets**

#### **Dispositions générales**

**Art. 1<sup>er</sup>** Il est interdit d'abandonner les déchets ou de les manipuler au mépris des dispositions légales et réglementaires.

**Art. 2.** L'exploitant est tenu d'assurer ou de faire assurer la gestion des déchets dans des conditions propres à limiter les effets négatifs sur les eaux, l'air, le sol, la flore, la faune, à éviter les inconvénients par le bruit et les odeurs et d'une façon générale sans porter atteinte ni à l'environnement ni à la santé de l'homme.

Les aires de stockage des déchets, autres qu'inertes, sont pourvues d'un revêtement solide et étanche construit en matériaux incombustibles. Ces aires sont conçues et exploitées de manière à éviter le rejet de toute substance polluante dans les eaux tant de surface que souterraine.

**Art. 3.** L'exploitant prend les mesures requises par les circonstances pour, autant que possible, prévenir l'apparition de déchets ou réduire ou éliminer les dangers que font peser les déchets sur la santé de l'homme et sur l'environnement.

**Art. 4.** La gestion des déchets est effectuée prioritairement par la voie de la valorisation et, à défaut, par la voie de l'élimination.

**Art. 5.** L'exploitant est tenu d'adapter les modes de production et/ou de conditionnement des déchets afin de réaliser une gestion conforme au prescrit des articles 2 à 4.

**Art. 6.** L'évacuation des déchets entreposés dans l'installation est réalisée en stricte conformité avec toutes les dispositions en la matière.

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

A cet effet, l'exploitant est tenu de s'assurer que les établissements auxquels il confie des déchets (centres d'enfouissement technique, installations de valorisation, d'élimination, etc...) disposent de toutes les autorisations réglementaires leur permettant d'accueillir les déchets considérés.

De même, il s'assure que les opérateurs qui effectuent la collecte ou le transport de ses déchets dangereux, de ses huiles usagées et/ou de ses déchets autres que dangereux disposent des agréments et enregistrements requis en vertu respectivement de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 09 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 09 avril 1992 relatif aux huiles usagées et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux.

Tous les contrats ou accords écrits éventuels, passés entre l'exploitant et des firmes ou organismes chargés de leur évacuation, de leur traitement et/ou de leur élimination mentionnent explicitement leurs destinations et les modes de traitement pressentis. Dans la mesure du possible, les destinations finales sont précisées.

Ces mentions comportent obligatoirement :

- les coordonnées complètes des établissements auxquels ils sont confiés;
- toutes les informations utiles attestant que ces établissements répondent strictement aux dispositions de l'alinéa 2 du présent paragraphe.

Des copies de ces contrats et accords écrits ainsi que de tous leurs avenants éventuels sont conservés à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

**Art. 7.: §1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des dispositions ou prescriptions réglementaires en la matière, l'exploitant tient un registre des sorties des déchets en ce compris les déchets destinés au recyclage, où sont consignées, dès qu'elles sont disponibles, les informations suivantes:

- la date de chaque enlèvement;
- la nature, le code et le processus générateur des déchets;
- le poids des déchets;
- les coordonnées du collecteur des déchets;
- les coordonnées de la firme de transport;
- les coordonnées du destinataire;
- les méthodes de valorisation ou, à défaut, d'élimination.

**§2.** Audit registre, sont annexés tous les documents : bordereaux de versage dans un centre d'enfouissement technique, certificats de réception, d'élimination, de valorisation, etc ... permettant de s'assurer que les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> sont strictement observées.

**§3.** Le registre des entrées et des sorties et ses annexes éventuelles sont conservés au siège de l'exploitation et tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

**§4.** Les déchets évacués de l'installation sont identifiés par référence aux rubriques et aux codes du catalogue des déchets établi en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997, tel que modifié. Si le code se présente sous la forme XX.XX.99, déchets non spécifiés ailleurs, l'exploitant est tenu d'en préciser l'intitulé.

**Art. 8.** L'exploitant veille au bon fonctionnement, à l'entretien et à la propreté des aires de stockage des déchets au sein de l'installation. Le nettoyage des abords de l'installation, qui seraient accidentellement souillés par des déchets vagabonds du fait de l'activité, incombe à l'exploitant.

**Art. 9.** Il est interdit de mettre le feu à des déchets sur le site.

**Art. 10.** Les activités en matière de gestion de déchets sont placées sous l'autorité d'une personne responsable, expressément désignée par l'exploitant. Ce dernier est tenu de communiquer par écrit, au fonctionnaire chargé de la surveillance, l'identité de ce responsable.

La personne responsable détermine notamment les conditions particulières de sécurité à prendre tant en matière d'environnement que de la santé humaine pour le stockage, la manutention des déchets présents sur le site. Elle s'assure que les mesures de sécurité sont respectées. Tout incident survenant dans l'exploitation et lié au stockage, à la manutention des déchets présents est immédiatement porté à sa connaissance.

### GESTION DES DÉCHETS DANGEREUX

**Art. 11.** Les déchets dangereux provenant de l'exploitation de l'installation sont tenus séparés d'autres déchets. Le mélange de déchets dangereux avec d'autres déchets dangereux ou avec d'autres déchets, substances ou matières est interdit.

**Art. 12.** Il est interdit de se débarrasser des déchets dangereux, si ce n'est :  
1° soit, en les confiant à un tiers bénéficiant de l'agrément requis pour assurer la collecte ou à un tiers autorisé pour effectuer le regroupement, le prétraitement, l'élimination ou la valorisation des déchets dangereux ;  
2° soit, en les confiant à une installation située en dehors du territoire de la Région wallonne, après s'être assuré que cette installation satisfait aux conditions que lui impose la législation ou la valorisation de ces déchets.

**Art. 13. §1<sup>er</sup>.** L'exploitant est tenu de déclarer à l'Office wallon des déchets les quantités de déchets dangereux qu'il a produits. Il transmet à cet effet les informations qui figurent dans le registre visé à l'article 7.

**§2.** La déclaration s'effectue conformément à l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 09 avril 1992 relatif aux déchets dangereux.

**§3.** L'exploitant consulte l'Office wallon des déchets pour définir le modèle du formulaire de déclaration (Tél. : 081/33.65.75 – Fax : 081/33.65.22).

**§4.** Toute modification de la nature ou de la composition des déchets déclarés doit faire l'objet d'une nouvelle déclaration auprès de l'Office wallon des déchets.

## Permis unique de classe 2

### GESTION DES HUILES USAGÉES :

#### Art. 14. Il est interdit :

- 1° de déposer ou de laisser couler des huiles usagées, en quelque lieu que ce soit où elles peuvent polluer l'environnement, notamment dans ou sur le sol, dans les eaux de surface ou les eaux souterraines, dans les égouts, les canalisations ou les collecteurs ;
- 2° de brûler des huiles usagées ;
- 3° d'ajouter ou de mélanger à des huiles usagées de l'eau ou tout corps étranger, tel que solvants, produits de nettoyage, détergents, antigel, autres combustibles et autres matières avant ou pendant la collecte ou avant ou pendant le stockage ;
- 4° lors du stockage et de la collecte, de mélanger les huiles usagées avec des PCB ou avec des déchets dangereux ;
- 5° de mélanger volontairement des huiles synthétiques, animales ou végétales avec des huiles minérales ;
- 6° de se débarrasser d'huiles usagées sauf à les remettre à des collecteurs agréés ou à des centres de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation autorisés.  
Si l'huile usagée est remise à une personne établie dans une autre région ou un autre pays, le détenteur doit s'être assuré au préalable que cette personne est dûment autorisée à éliminer ou valoriser de l'huile usagée dans cette région ou dans ce pays.

Art. 15. Les dispositions de l'article 13 s'appliquent aux huiles usagées.

### QUANTITÉS MAXIMALES DE DÉCHETS POUVANT ÊTRE STOCKÉS SUR LE SITE

Art. 16. Le stockage d'huiles usagées est limité à **1500 litres**.  
Le stockage de déchets dangereux est limité à **250 kg**.  
Le stockage de déchets autres que dangereux est limité à **35 tonnes**.

#### 4. Atelier de travail des métaux

##### A. Définition

Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

Déchets dangereux toxiques : ceux définis dans les Arrêtés de l'Exécutif Régional Wallon du 09 avril 1992 relatifs aux déchets toxiques ou dangereux et aux PCB/PCT entre autres les batteries usagées et les piles, les huiles de moteur usagées, les liquides hydrauliques usagés, les liquides de refroidissement usagés, les plaquettes de freins usagés à base d'amiante, les matières contaminées entre autres par les hydrocarbures ou des acides.

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

### B. Généralités

1. Tous les travaux liés au travail des métaux se font sur une aire unie, étanche et incombustible.
2. Cette aire présente une résistance chimique à tous les liquides présents dans l'atelier.
3. Les précautions indispensables sont prises pour éviter d'incommoder le voisinage par des gaz, vapeurs, fumées, suies, poussières et autres émanations. Selon les circonstances, il est fait usage de techniques appropriées telles que la filtration, l'absorption, la neutralisation, etc., de manière à éviter que les éléments rejetés à l'atmosphère ne constituent un danger ou une incommodité pour le voisinage.
4. Pendant le fonctionnement des machines, les portes et fenêtres de l'atelier sont tenues fermées. Au besoin, il est fait usage de cheminées d'aération, de ventilateurs mécaniques ou de tout autre dispositif n'incommodant pas les voisins.

### C. Déchets

1. Les prescriptions suivantes sont applicables sans préjudice au plus récent arrêté de l'Exécutif régional Wallon relatif aux déchets toxiques et dangereux, aux PCB/PCT et aux huiles usagées et auxquels l'exploitant est tenu de se conformer.
2. Les déchets toxiques et dangereux doivent être stockés de façon séparée dans des récipients résistants à la corrosion ou à toute autre attaque en provenance des produits qu'ils contiennent. Les récipients porteront l'indication des déchets qu'ils contiennent et les symboles de dangers correspondants.
3. Les déchets dangereux ou toxiques ne peuvent pas être mélangés à de l'eau ou à tout autre déchet.
4. La destruction par combustion de déchets tels que par exemple emballages, chiffons, matières plastiques, etc. est interdite.
5. L'utilisation d'huiles comme combustible est interdite.
6. Les résidus de métaux sont stockés dans des conteneurs ou récipients appropriés placés sur une dalle de béton étanche.

## Permis unique de classe 2

### 5. Dépôts de produits liquides en fûts, bidons ou réservoirs

1. Les produits liquides sont entreposés et manipulés de manière à ce qu'ils ne puissent entraîner ni danger, ni incommodité, ni insalubrité pour le voisinage, ou provoquer une pollution quelconque de l'environnement.
2. Ils sont contenus dans des récipients appropriés, conçus et réalisés en fonction des caractéristiques des liquides qu'ils contiennent et d'une résistance mécanique et chimique suffisante; il en va de même pour les canalisations, vannes, pompes et autres accessoires. L'exploitant maintient en bon état l'encuvement. Il contrôle régulièrement son étanchéité. Le volume de l'encuvement défini précédemment ne peut être réduit par le dépôt d'autres substances. Les mesures nécessaires sont prises pour empêcher le remplissage de l'encuvement par les eaux de pluie ou pour les évacuer régulièrement
3. Les produits liquides en fûts, bidons ou réservoirs sont entreposés dans des cuvettes étanches, résistantes aux substances entreposées et ayant une capacité suffisante pour contenir les volumes stockés. L'encuvement ne peut être remplacé par un autre système de recueil des liquides que si celui-ci assure une sécurité au moins équivalente. Si les réservoirs sont enfouis directement dans le sol; leur étanchéité est assurée et contrôlée.
4. Les dépôts de produits chimiques pouvant réagir entre eux sont organisés de telle sorte que les vapeurs, gaz ou épanchements de ces substances ne puissent entrer en réaction.
5. Les dépôts sont aménagés de manière à prévenir les débordements et renversements des liquides lors de manutentions ou de manœuvres effectuées dans ou à proximité de celui-ci.
6. Une surveillance permanente des dépôts est organisée de manière à déceler sans retard toute fuite aux récipients stockés.
7. En cas d'écoulement accidentel, les mesures sont prises pour l'arrêter immédiatement et pour réduire ou neutraliser le liquide répandu. Celui-ci ne peut, en aucun cas, être déversé directement dans un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux de surface est interdite.
8. Les transvasements de produits liquides ne sont autorisés qu'au moyen de dispositifs qui garantissent la sécurité comme, par exemple, des flexibles à raccords vissés aux deux extrémités, des pompes aspirantes à main, etc. La manipulation de récipients ouverts doit, autant que possible, être évitée.
9. Les opérations mettant en œuvre des produits liquides ne sont confiées qu'à des opérateurs suffisamment compétents et dûment avertis du danger inhérent à ces liquides.



Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

10. Des instructions précises écrites indiquant les mesures à prendre en cas d'accidents ou d'incidents sont communiquées aux opérateurs concernés.

### 6. Egouttage

L'exploitant respectera les remarques reprises dans le rapport technique établi par le service des Travaux de la Ville de Wavre, le 21 décembre 2010. (**Annexe 2**)

**Article 5.** Le présent permis est accordé pour un terme venant à échéance le **8 décembre 2030** en ce qu'il tient lieu de permis d'environnement et pour une durée illimitée en ce qu'il tient lieu de permis d'urbanisme.

**Article 6.** Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Article 7.** Le délai de mise en œuvre du permis est fixé à deux ans à partir du jour où le présent arrêté devient exécutoire.

**Article 8.** Le présent permis est frappé de caducité si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les deux ans de l'envoi du présent permis.

**Article 9.** L'exploitant est tenu :

- 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement ;
- 2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leur actions visées à l'article 61, § 1<sup>er</sup>, points 3, 4 et 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au 2° ;
- 5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;
- 6° d'informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure ;
- 7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement ;
- 8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège communal et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

## Permis unique de classe 2

**Article 10.** Toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2 qui ne consiste pas en :

- 1° le déplacement de l'établissement ;
- 2° la transformation ou l'extension de l'établissement entraînant l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ou étant de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement, et affectant le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés ;

doit être consignée par l'exploitant dans un registre.

Tous les ans, à la date anniversaire du présent arrêté et pour autant que l'établissement ait subi des transformations ou extensions, l'exploitant envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au cours de l'année écoulée au fonctionnaire technique et au Collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, et à l'organisme désigné si la transformation ou l'extension affecte notablement une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés.

**Article 11.** L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

**Article 12.** Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément à la Partie VIII - *Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement* - des dispositions décrétales et réglementaires du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. En outre, le présent permis ne préjudicie pas aux droits des tiers.

**Article 13.** Un recours auprès du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours - Service public de Wallonie c/o Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 Namur (Jambes), dans un délai de vingt jours :

- 1° à dater de la réception de la décision pour le demandeur, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué ;
- 2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les personnes non visées au 1°. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s'il est introduit par le fonctionnaire technique ou le fonctionnaire délégué.

Le recours est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 du Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 Namur (Jambes).

**Article 14.** Dans les 10 jours qui suivent l'adoption de la décision cette dernière fait l'objet d'un avis - conforme aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, alinéa 3, du livre 1er du code de l'environnement - affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage et, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet.

**Article 15.** La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :
  - au demandeur, la S.A. OMNIFORM, avenue Franklin, 2 à 1300 Wavre ;
  - au fonctionnaire technique du Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement - Département des Permis et Autorisations - Direction de Charleroi, rue de l'Ecluse, 22 à 6000 Charleroi
  - au fonctionnaire délégué du Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie ;
2. En copie libre et par pli ordinaire :
  - à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, rue des Masuis Jambois, 5 à 5100 Jambes ;
  - à la Direction Générale Opérationnelle des Routes et des Bâtiments (DGO1) - Département du Réseau du Hainaut et du Brabant wallon – Direction des Routes du Brabant wallon, avenue de Veszprem, 3 à 1340 Ottignies-LLN ;
  - à la Direction Générale Opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DGO3) – Département de l'Environnement et de l'Eau - Direction des Eaux de surface, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 Jambes ;
  - à la Direction Générale Opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DGO3) – Département du Sol et des Déchets - OWD - Direction de la Politique des Déchets, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 Jambes ;
  - au Service régional d'incendie, chaussée de Namur, 115 à 1301 Wavre (Bierges) ;

Réf. Ville de Wavre 10/06 pu2  
Réf. DPA D3400/25112/RGPED/2010/13/MLi/md-PU  
Réf. DGATLP F0610/25112/PU3/2010.6  
Réf. S.I. 101215/PBT/227RP

## Permis unique de classe 2

- à la Direction Générale Opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DGO3) – Département de la Police et des Contrôles - Direction de Charleroi, rue de l'Ecluse, 22 à 6000 Charleroi.

Ainsi délibéré à Wavre, le 3 mars 2011

Par le Collège  
Le Secrétaire communal f.f.,  
Patricia ROBERT

Le Bourgmestre,  
Charles MICHEL

Pour expédition conforme :  
Wavre, le 01 MARS 2011

Par ordonnance.  
Le Secrétaire communal f.f.,

Le Bourgmestre,

